

## AKTUELL

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

# Baisse absolue

Richard Graf

**L'APD luxembourgeoise est en berne. Un retour au niveau de 2019 n'est attendu que pour 2024.**

Lors de la présentation du projet de budget pour 2021, la stupeur auprès de la communauté des organisations de développement était grande : les moyens alloués à la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire (Luxembourg Aid and Development en français moderne, ou LAD) seraient-ils vraiment en baisse de 60 millions d'euros, suite à la crise du coronavirus ? C'est ce qu'avaient laissé entendre certains chiffres qui circulaient déjà un peu avant : le budget allouerait à LAD 291.831.717 euros, contre 353.447.989 inscrits au budget 2020. L'aide publique au développement, la fameuse APD, baisserait-elle donc de quelque 17,3 %, comme d'aucuns l'avaient calculé rapidement ?

D'abord, il faut savoir que l'APD n'est pas prestée uniquement par LAD, qui y contribue pour 80 %. Il y a aussi le ministère des Finances, qui alimente certains fonds internationaux à hauteur de 10 %, et les fonds que le Luxembourg contribue à la coopération européenne, autour de 5 %, le reste étant pris en charge par d'autres ministères.

Il faut aussi savoir que LAD fonctionne largement à travers le Fonds pour la coopération au développement (FCD), alimenté annuellement via le budget, mais dont les débours ne s'appliquent pas nécessairement dans le courant de l'exercice où les fonds ont été reçus.

Puis il faut garder à l'esprit que l'APD ne se calcule pas sur les dotations budgétaires, mais bien sur les fonds effectivement déboursés pendant un exercice. Le fameux « un pour cent du RNB » que le Luxembourg avait promis d'appliquer dès 2009 nécessite donc des calculs un peu « tricky », comme l'expliquait ce mardi le ministre de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire Franz Fayot (LSAP) au parlement.

En lisant le projet de budget 2021, on aurait même pu croire que le ministre allait s'ampouter de la moitié de son titre : la ligne sur l'aide humanitaire, encore à hauteur de 49 millions en 2020, est simplement enlevée. Ce qui expliquerait déjà une bonne partie des coupes budgétaires envisagées.

Or, l'aide humanitaire ne disparaît pas, mais elle fait son entrée dans le FCD. « Car l'aide humanitaire aussi devient de plus en plus pluriannuelle », a expliqué le ministre : LAD se donne

ainsi plus de flexibilité pour son action. Or, l'argument était déjà valable il y a 35 ans, au moment de la création du FCD. Et ce changement abrupt d'approche - qui concerne donc quelque 50 millions d'euros - aurait bien mérité une communication un peu plus offensive qu'une simple note envoyée a posteriori à des député-e-s pris un peu au dépourvu.

## Maintien relatif

Un des premiers à tomber dans le piège a été Marc Baum (Déi Lénk), qui a crié au scandale et rappelé sa motion d'avant l'été, qui proposait de maintenir le budget de la coopération au niveau de 2019 tout en renonçant en contrepartie à certains projets militaires.

Mais le député - qui s'est excusé publiquement de son erreur - n'avait pas totalement tort lorsqu'il invoquait une baisse très importante de l'APD en chiffres absolus. Car si l'aide humanitaire passe dorénavant par le FCD, la dotation de celui-ci devrait augmenter d'un montant identique pour qu'il n'y ait pas de baisse. Or cette dotation diminue de 233 millions en 2020 à 226 millions en 2021. Par contre, les dépenses du FCD seront beaucoup plus élevées que les recettes, car une bonne partie des « économies » réalisées par LAD ont déjà eu lieu en 2020, et une réserve a été constituée pour 2021 : les chiffres provisoires inscrits au budget pluriannuel montrent que les dépenses de 2020 seraient de quelque 32 millions en deçà de ce qui avait été prévu. Comme le RNB chute fortement, le 1 % pourrait quand même être respecté en 2020.

Pour mieux connaître l'impact des réductions en matière d'APD, il s'avère intéressant de comparer les estimations pluriannuelles publiées en 2020 - donc avant la crise sanitaire - et celles de cette année. En cumulant les fonds déboursés via le budget de LAD et via le FCD (et en épurant ce montant des dotations du budget vers le FCD), on voit que la facture s'avère salée : la baisse serait, selon nos calculs, de 40,89 millions en 2021, de 40,82 en 2022 et de 44,27 en 2023. Il manque encore les estimations pour les autres ministères, mais, en se référant à l'APD totale pour 2021 estimée par le ministre de la Coopération à 403 millions, la baisse se situe bien autour de 10 % des budgets initialement prévus. Selon le même budget pluriannuel, les montants estimés n'atteindront le niveau d'avant la crise qu'en 2024.

## SHORT NEWS

## Weitere Kritik an Polizeidatenbanken

(ja) - Auch nach über einem Jahr werfen die Datenbanken der Polizei weiterhin Fragen auf, so der Chaos Computer Club Lëtzebuerg (C3L) in einer Pressemitteilung vom Montag. Die Organisation hatte 2019 unter [fichiercentral.c3l.lu](http://fichiercentral.c3l.lu) ein Tool zur Verfügung gestellt, mit dessen Hilfe jede\*r eine Anfrage an die Polizei stellen konnte, um zu erfahren, welche Daten die Polizei über eine\*n gespeichert hat. Der C3L kritisiert, wie die Polizei mit diesen Anfragen umgeht: Fristen würden nicht eingehalten und besonders zu Anfang der Aktion sei es öfters zu fehlerhaften Antworten gekommen. Teilweise müsse man auch über ein Jahr auf eine Rückmeldung warten, was der C3L als „nicht akzeptabler Missstand“ bezeichnet, der das Recht auf Informationsfreiheit ad absurdum führe. Wer auf die eigenen Daten zugegriffen habe, erfahre man außerdem nur, wenn einem dadurch ein Schaden entstanden sei - die Katze beißt sich hier also in den Schwanz. Der C3L kritisiert außerdem, dass die luxemburgische Polizei sich nicht für Daten im Schengen-Informationssystem zuständig sieht, und fordert, Bürger\*innen müssten einmal im Jahr mit einem „Datenbrief“ automatisch darüber informiert werden, welche Informationen über sie gespeichert sind.

## Oxfam : la finance climat contre le Sud

(lm) - Mettre à disposition des pays du Sud 100 milliards de dollars à partir de 2020, c'est l'engagement pris par les pays développés lors de l'accord climatique de Paris en 2015. Le compte n'y est pas encore, mais le seuil pourrait être atteint dans les années qui viennent. Or, cela n'a rien d'une bonne nouvelle, constate le rapport d'Oxfam « Les vrais chiffres des financements climat ». En effet, le volume de financement de 2017-2018, officiellement de 59,5 milliards de dollars par an, est largement surestimé, selon l'ONG. Tout d'abord parce que les pays comptabilisent l'ensemble des projets qui ne sont que partiellement liés au climat. Surtout, la plupart des financements comportent une part de prêts, parfois à taux élevé, qui devra être remboursée ultérieurement. Oxfam estime que la valeur financière nette - la part de dons - de ces transferts représente moins de la moitié des montants déclarés officiellement. Un surendettement des pays pauvres pour faire face aux conséquences du changement climatique est un scénario possible. Oxfam fait en tout cas des propositions pour réformer l'organisation de la finance climat, car « si l'objectif des 100 milliards de dollars était atteint dans ces conditions, il n'y aurait pas de quoi se réjouir, bien au contraire ».

online

## Klimakrise, Verkehrschaos und hohe Mieten

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf [woxx.lu](http://woxx.lu), hier einige Highlights dieser Woche:

**Luxemburg hat sein CO<sub>2</sub>-Budget für das Best-Case-Szenario bereits aufgebraucht** Die Initiative [showyourbudgets.org](http://showyourbudgets.org) berechnet für jedes Land, wie viel CO<sub>2</sub>-Budget für verschiedene Klimaziele noch vorhanden ist. Luxemburg ist eigentlich schon zu spät dran. [woxx.eu/showyourco2](http://woxx.eu/showyourco2)

**Vélo : Des liaisons directes, rapides et sûres au centre-ville** ProVelo.lu avait improvisé une action et un point presse mardi soir, pour attirer l'attention sur une décision imminente du collège échevinal concernant l'avenir de la rue du Fossé et des alentours - zone actuellement fermée au trafic motorisé. [woxx.eu/velofosse](http://woxx.eu/velofosse)

**Mietpreiserhöhung: Aufgeschoben heißt nicht aufgehoben** Déi Lénk legen einen Gesetzesentwurf vor, der das derzeitige Verbot einer Mietpreiserhöhung bis 2021 verlängern soll. Die Zeit für Symptombekämpfung ist allerdings längst vorbei. [woxx.eu/mietenrunter](http://woxx.eu/mietenrunter)

**2020 mit C'est Karma: Pool Partys, Schläge und Mädchen** Die luxemburgische Musikerin C'est Karma veröffentlichte 2020 bisher drei Singles. Hinter unscheinbaren Titeln verbirgt sich unter anderem eine feministische Gesellschaftskritik. [woxx.eu/cestkarma](http://woxx.eu/cestkarma)